



Organización Internacional del Café
Organizaçào Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

ICC 90-8

20 mai 2004
Original : anglais

F

Conseil international du Café

Quatre-vingt-dixième session
18 – 21 mai 2004
Londres, Angleterre

Déclaration de Cartagena

ADOPTÉE A LA PREMIÈRE SEANCE PLENIÈRE
LE 19 MAI 2004

Les représentants des pays Membres de l'Organisation internationale du Café, réunis à Cartagena à l'occasion du Conseil commémoratif du 40^e anniversaire de l'Organisation, estiment qu'il est utile et nécessaire de faire la déclaration ci-après :

1. La crise actuelle du café est la plus grave de l'histoire. Les prix réels du café sur les marchés internationaux sont les plus bas depuis de nombreuses décennies. Plus de 100 millions de personnes dans quelque 50 pays producteurs sont tributaires de la culture, de la transformation, de la commercialisation et de la distribution du café dans le monde. Les effets de la crise ont été dévastateurs pour les pays producteurs : des niveaux croissants de pauvreté s'accompagnent d'instabilité sociale. L'épargne, les investissements, la croissance et la répartition des revenus ont également été affectés. Au cours de ces dernières années, les pays producteurs ont subi un manque à gagner d'environ 20 milliards de dollars EU en raison d'une chute du prix international de plus de 65% par rapport à sa moyenne historique à long terme.
2. Bien que la situation actuelle soit due essentiellement à la persistance d'une capacité de production excédentaire de café, il convient de noter que le marché mondial du café se caractérise par un niveau élevé d'instabilité et par des imperfections et des asymétries marquées, comme l'ont confirmé des études récentes de la Banque mondiale. La chaîne de valeur donne l'impression d'évoluer progressivement dans un sens défavorable aux pays producteurs, de fonctionner de façon déséquilibrée et de se traduire par une chute importante de la part des revenus des pays producteurs.
3. La consommation de café est stable au niveau mondial et chute dans certains marchés importateurs traditionnels, contribuant ainsi à l'aggravation de la crise. En outre, en raison de l'absence de promotion sur les nouveaux marchés, il est difficile de toucher les consommateurs potentiels de ces marchés. La mauvaise qualité du café et

l'abandon de ce dernier en faveur d'autres boissons ont un effet négatif sur la consommation et exacerbent le déséquilibre entre l'offre et la demande mondiales. Pour ces raisons, les pays Membres, en coopération avec le secteur privé, soutiennent l'idée qu'il est nécessaire de mettre en œuvre le Plan d'Action de l'OIC visant à augmenter la consommation du café et que l'OIC doit mettre au point une stratégie durable pour le commerce international du café conformément aux principes définis dans le plan de mise en œuvre destiné au Sommet mondial sur le développement durable.

4. La communauté internationale est maintenant plus consciente de la gravité de la crise. En fait, le Parlement européen, la Commission européenne, le Congrès des États-Unis, le Sommet d'Évian du Groupe des Huit, les Chefs d'État et les Ministres de l'Agriculture des pays d'Amérique latine et d'Afrique, les organisations multilatérales et plusieurs organisations de pays producteurs et consommateurs ont fait part de leur inquiétude au sujet des effets de la crise et ont recommandé d'adopter une stratégie globale pour faire face à ces graves difficultés.
5. La présence à Cartagena de trois Chefs d'État, le Président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva ; le Président de la Colombie, Álvaro Uribe Vélez et le Président du Honduras, Ricardo Maduro, a confirmé cette préoccupation à l'égard d'une crise qui doit être résolue au moyen d'une coopération active entre les pays producteurs et les pays consommateurs.
6. Les pays Membres de l'OIC ont pris note des propositions constructives des Chefs d'État du Brésil, du Honduras et de la Colombie et se sont promis de les étudier pour autant qu'elles peuvent éventuellement constituer un passage vers le renforcement de la coopération internationale entre Producteurs et Consommateurs.
7. La stratégie pour résoudre la crise mondiale du café devrait porter sur les questions structurelles de la chaîne globale et du marché mondial du café, y compris des mesures concrètes pour permettre la survie à long terme de la production mondiale de café par le biais de l'amélioration de la qualité et de la promotion de la consommation en particulier ; de l'accroissement de la compétitivité ; de l'investissement dans le capital humain et de la diversification. Ces mesures visent à majorer la valeur ajoutée, intensifier la durabilité économique, environnementale et sociale, renforcer les capacités en matière de gestion des risques et augmenter les investissements dans les infrastructures matérielles et sociales.
8. Les pays Membres de l'OIC apportent leur soutien à cet ordre du jour et expriment leur intention de le mettre en œuvre en totale coopération, tout en appuyant et en mettant au point des plans et stratégies qui permettront d'atteindre ses objectifs.

9. Les pays Membres de l'OIC décident que le programme de travail de l'Organisation devrait être complété par l'application de modalités de commerce international visant à faciliter l'accès aux marchés pour les produits agricoles et industriels.
10. Le Conseil international du Café réaffirme que l'Organisation internationale du Café est l'instance la plus appropriée pour examiner la politique internationale du café et qu'elle est le meilleur créateur d'espaces de coopération et de concertation entre les pays importateurs et les pays exportateurs de café. À cet égard, un appel est de nouveau lancé aux pays non membres afin qu'ils envisagent d'adhérer à l'Accord international de 2001 sur le Café. Le soutien apporté à l'OIC ainsi qu'à l'interaction et à la coordination que cette dernière assure avec d'autres organisations internationales est essentiel à la mise en œuvre d'une stratégie mondiale qui contribuera à l'augmentation des revenus et à l'amélioration des conditions de vie des pays producteurs de café.
11. Le Conseil international du Café se réjouit que le Brésil ait offert d'accueillir sa prochaine session et la Conférence mondiale du Café qui auront lieu en 2004 et espère que ces manifestations viendront compléter les succès enregistrés lors de la session du Conseil qui s'est déroulée à Cartagena en permettant de dégager des solutions qui bénéficieront à l'industrie mondiale du café.